

CCI Ille-et-Vilaine
2 avenue de la préfecture
35042 RENNES CEDEX

CESSON SEVIGNE, le 13/01/2021

Nos Références : 21/0012/CHE

Objet : Envoi des résultats des diagnostics immobiliers

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le(s) rapport(s) établis suite à la réalisation d'une prestation sur le bien désigné ci-dessous :

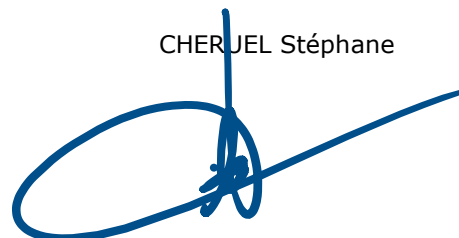
Désignation du ou des bâtiments	Désignation du propriétaire
<i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : ... Ille-et-Vilaine Adresse : 20 rue Louis Lumière Commune : 35133 LA SELLE EN LUITRE Section cadastrale ZA, Parcelle numéro 101,141,154 et 155, <i>Désignation et situation du ou des lots de copropriété :</i> Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Lot numéro : NC,	<i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : .. CCI Ille-et-Vilaine Adresse : 2 avenue de la préfecture 35042 RENNES CEDEX
Objet de la mission :	
<input checked="" type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante	

Si les numéros de lot des biens n'ont pas été indiqués faute de présentation du titre de propriété, veuillez les préciser. (Désignation du bâtiment). Il est rappelé qu'il appartient au propriétaire, à réception du rapport, de vérifier l'exactitude des mentions concernant la matérialité et la composition des lieux ainsi que de s'assurer que la totalité des pièces composant l'immeuble a été examinée et de signaler tout manquement.

Nous restons à votre disposition pour toute information ou action complémentaire.

En vous remerciant pour votre confiance, recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

CHERUEL Stéphane





FACTURE N° FA21-0011	Date : 06/01/2021
SPERTYS DIAGNOSTICS 5 SQUARE CHENE GERMAIN, 35510 CESSON SEVIGNE Tél. : 0299624838 / E-mail : contact@spertys.fr SIRET : 479 393 829 00029 Police d'assurance : ... AXA 10583822904 Code APE : 7490B Capital social : 7000€ - N°TVA : FR 38 479 393 829	

CCI Ile-et-Vilaine
2 avenue de la préfecture
35042 RENNES CEDEX

Facture correspondant au dossier :

Référence	Effectuée le	Immeuble bâti visité
21/0012/CHE	06/01/2021	CCI Ile-et-Vilaine 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE

Référence	Désignation	P Unit € HT	Taux TVA	Quant.	Montant € HT	Montant TVA	Montant € TTC
01	Prestation réalisée : Dossier Technique Amiante	440,00	20	1	440,00	88,00	528,00
01		39,00	20	5	195,00	39,00	234,00

Pénalités de retard (taux annuel) : 9.00% - Pas d'escompte pour paiement anticipé - Date d'échéance : 06/01/2021

Total HT	635,00 €
Détail TVA	TVA 20% : 127 €
Total TVA	127,00 €
Total TTC	762,00 €

Détail Paiement	
Total Paiement	0,00 €
Montant dû	762,00 €

----- ✂ -----
Merci de retourner ce coupon avec le règlement

N° de dossier : **21/0012/CHE**

Montant dû : **762,00 €**

N° de facture : **FA21-0011**

Adresse de facturation :

CCI Ile-et-Vilaine
2 avenue de la préfecture
35042 RENNES CEDEX

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente jointes avec cette facture

Résumé de l'expertise n° 21/0012/CHE

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :


Adresse : **20 rue Louis Lumière**

Commune : **35133 LA SELLE EN LUITRE**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : **Section cadastrale ZA, Parcelle numéro 101,141,154 et 155,**

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Lot numéro : NC,

Périmètre de repérage : ...

	Prestations	Conclusion
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Dossier technique amiante



Immeuble bâti visité :

Adresse :20 rue Louis Lumière

Code Postal :35133

Ville :LA SELLE EN LUITRE

Précision :Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Version du dossier :

Révision	Date	Objet
REV 01	06/01/2021	Établissement du Dossier Technique

À conserver même après destruction

Sommaire du Dossier technique Amiante

1. Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique amiante
2. Résultat des évaluations périodiques
3. Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante
4. Fiche récapitulative du Dossier technique amiante
Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante

1

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique amiante

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique « amiante »
(listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**Numéro de dossier : 21/0012/CHE
Date du repérage : 06/01/2021**Références réglementaires**

Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015.
-----------------------	--

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : 20 rue Louis Lumière Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Lot numéro : NC, Code postal, ville : . 35133 LA SELLE EN LUITRE Section cadastrale ZA, Parcelle numéro 101,141,154 et 155,
Périmètre de repérage :
Type de logement : Local commercial
Fonction principale du bâtiment : Commerce
Date de construction : < 1997

Le propriétaire et le commanditaire

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... CCI Ile-et-Vilaine Adresse : 2 avenue de la préfecture 35042 RENNES CEDEX
Le commanditaire	Nom et prénom : ... CCI Ile-et-Vilaine Adresse : 2 avenue de la préfecture 35042 RENNES CEDEX

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	CHERUEL Stéphane	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 25/09/2017 Échéance : 24/09/2022 N° de certification : CPDI 0541
Raison sociale de l'entreprise : SPERTYS DIAGNOSTICS (Numéro SIRET : 479 393 829 00029) Adresse : 5 SQUARE CHENE GERMAIN, 35510 CESSON SEVIGNE Désignation de la compagnie d'assurance : AXA Numéro de police et date de validité : 10583822904 / 01/01/2021				

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 13/01/2021, remis au propriétaire le 13/01/2021
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 41 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- **des matériaux et produits de la liste A ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :**
 - Panneaux et plaques 1 (Rez de chaussée - Sas; Rez de chaussée - Dégagement 1)**
 - Panneaux et plaques 2 (Etage - Local 18; Etage - Local 19; Etage - Local 20; Etage - Local 22; Etage - Local 23)**
 - Panneaux et plaques 3 (Etage - Local 23)**

1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- **des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur :**
 - Plaques en bardage (Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.***
- **des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante après analyse en laboratoire :**
 - Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») (Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.***
 - Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») (Extérieur - Abris) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.***
- **des matériaux et produits de la liste B ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :**
 - Dalle de sol (Rez de chaussée - Bureau 1; Rez de chaussée - Bureau 2)**
 - Dalle de sol (Rez de chaussée - Bureau 3)**

*** Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... ITGA

Adresse : rue de la terre adélie cs66862 35768 Saint grégoire cedex

Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-0913

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «*Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante*»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «*l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code*».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement durs (plaques de menuiseries)
	Revêtement durs (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Coffrage perdu
	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joints (tresses)
Vide-ordures	Joints (bandes)
	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
Bardages et façades légères	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
Conduits en toiture et façade	Conduits de fumée en amiante-ciment

13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Rez de chaussée - Sas	Rez de chaussée - Local 11
Rez de chaussée - Dégagement 1	Rez de chaussée - Sanitaires 2
Rez de chaussée - Local 1	Rez de chaussée - WC 3
Rez de chaussée - Bureau 1	Rez de chaussée - WC 4
Rez de chaussée - Bureau 2	Rez de chaussée - WC 5
Rez de chaussée - Bureau 3	Rez de chaussée - WC 6
Rez de chaussée - Local détente	Rez de chaussée - Sanitaires 3
Rez de chaussée - Sanitaires 1	Rez de chaussée - WC 7
Rez de chaussée - WC 1	Rez de chaussée - WC 8
Rez de chaussée - Douche 1	Rez de chaussée - WC 9
Rez de chaussée - Placard 1	Rez de chaussée - WC 10
Rez de chaussée - WC 2	Rez de chaussée - Local 12
Rez de chaussée - Bureau 4	Rez de chaussée - Local 13
Rez de chaussée - Entrepôt 1	Rez de chaussée - Local 14
Rez de chaussée - Local 2	Rez de chaussée - Local 15
Rez de chaussée - Local 3	Rez de chaussée - Local 16
Rez de chaussée - Entrepôt 2	Rez de chaussée - Local 17
Rez de chaussée - Local 4	Etage - Local 18
Rez de chaussée - Local 5	Etage - Local 19
Rez de chaussée - Local 6	Etage - Local 20
Rez de chaussée - Local 7	Etage - Local 21
Rez de chaussée - Local 8	Etage - Local 22
Rez de chaussée - Local 9	Etage - Local 23
Rez de chaussée - Local 10	Extérieur - Abris

Localisation	Description
Rez de chaussée - Sas	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Cloison légère bois ; Plafond : Faux plafond 1
Rez de chaussée - Dégagement 1	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Cloison légère bois ; Plafond : Faux plafond 1
Rez de chaussée - Local 1	Sol : Béton ; Mur : Cloison légère bois ; Mur : Parpaings ; Plafond : Faux plafond laine minérale
Rez de chaussée - Bureau 1	Sol : Dalles plastique ; Mur : Plâtre et Tapisserie ; Plafond : Plâtre et Peinture
Rez de chaussée - Bureau 2	Sol : Dalles plastique ; Mur : Plâtre et Tapisserie ; Plafond : Plâtre et Peinture
Rez de chaussée - Bureau 3	Sol : Dalles plastique ; Mur : Plâtre et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local détente	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Plâtre et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Sanitaires 1	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Plâtre et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 1	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Douche 1	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Plâtre et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Placard 1	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Plâtre et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 2	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Mur : Plâtre et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Bureau 4	Sol : Carrelage ; Mur : Plâtre et Peinture ; Plafond : Bois et Fibre de verre peinte

Localisation	Description
Rez de chaussée - Entrepôt 1	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Mur : Bardage métallique ; Mur : Bardage Plaques ondulées ciment ; Plafond : Bac acier
Rez de chaussée - Local 2	Sol : Béton ; Mur : Parpaings et Fibralth ; Plafond : Bois
Rez de chaussée - Local 3	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Mur : Bardage métallique ; Plafond : Plaques ondulées ciment
Rez de chaussée - Entrepôt 2	Sol : Béton ; Mur : Bardage métallique ; Mur : Parpaings ; Mur : Plaques ondulées ciment ; Mur : Bois ; Plafond : Bac acier
Rez de chaussée - Local 4	Sol : Parquet ; Mur : Bois et Tapisserie ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 5	Sol : Parquet ; Mur : Parpaings ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 6	Sol : Parquet ; Mur : Plâtre et Tissus mural ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 7	Sol : Moquette ; Mur : Plâtre et Tapisserie ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 8	Sol plastique ; Mur : Bois et Peinture ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 9	Sol plastique ; Mur : Bois et Peinture ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 10	Sol : Moquette ; Mur : Parpaings et Peinture ; Mur : Bois et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 11	Sol : Moquette ; Mur : Bois et Tapisserie ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Sanitaires 2	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Mur : Parpaings et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 3	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 4	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 5	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 6	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Sanitaires 3	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Mur : Parpaings et Carrelage ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 7	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 8	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 9	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 10	Sol : Carrelage ; Mur : Parpaings et Peinture ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 12	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Plafond : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Local 13	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Plafond : Plaques ondulées ciment
Rez de chaussée - Local 14	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Mur : Bardage métallique ; Plafond : Plaques ondulées ciment
Rez de chaussée - Local 15	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Mur : Bois ; Plafond : Bois
Rez de chaussée - Local 16	Sol : Bois ; Mur : Bois et Tissus mural ; Plafond : Bois
Rez de chaussée - Local 17	Sol : Bois ; Mur : Bois et Tissus mural ; Plafond : Bois
Etage - Local 18	Sol : Moquette ; Mur : Bois et Peinture ; Plafond : Faux plafond 2
Etage - Local 19	Sol : Moquette ; Mur : Bois et Tapisserie ; Plafond : Faux plafond 2
Etage - Local 20	Sol : Moquette ; Mur : Bois et Peinture ; Plafond : Faux plafond 2
Etage - Local 21	Sol : Bois ; Mur : Bois ; Mur : Parpaings ; Mur : Plaques ondulées ciment ; Plafond : Bac acier
Etage - Local 22	Sol : Moquette ; Mur : Bois ; Mur : Parpaings ; Plafond : Faux plafond 2
Etage - Local 23	Sol : Moquette ; Mur : Bois et Tapisserie ; Plafond : Faux plafond 2 ; Plafond : Faux plafond 3
Extérieur - Abris	Sol : Béton ; Mur : Parpaings ; Plafond : Plaques ondulées ciment

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Néant
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 13/01/2021

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 06/01/2021

Heure d'arrivée : 09 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : CCI Ile-et-Vilaine

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Rez de chaussée - Sas; Rez de chaussée - Dégagement 1	Identifiant: M004 échantillon: IT072101-5443 Description: Panneaux et plaques 1 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		
Etage - Local 18; Etage - Local 19; Etage - Local 20; Etage - Local 22; Etage - Local 23	Identifiant: M006 échantillon: IT072101-5446 Description: Panneaux et plaques 2 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		
Etage - Local 23	Identifiant: M007 échantillon: IT072101-5447 Description: Panneaux et plaques 3 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Rez de chaussée - Bureau 1; Rez de chaussée - Bureau 2	Identifiant: M001 échantillon: IT072101-5444 Description: Dalle de sol Composant de la construction: 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie à sonder: Dalle de sol	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		
Rez de chaussée - Bureau 3	Identifiant: M002 échantillon: IT072101-5445 Description: Dalle de sol Composant de la construction: 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie à sonder: Dalle de sol	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		
Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2	Identifiant: M003 Description: Plaques en bardage Composant de la construction: 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich Partie à sonder: Plaques	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	Score EP (Z-III-RF)	Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14	Identifiant: M005 Description: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Composant de la construction: 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie à sonder: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Score EP (Z-III-RF)	Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
Extérieur - Abris	Identifiant: M008 Description: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Composant de la construction: 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie à sonder: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Score EP (Z-III-RF)	Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2	Identifiant: M003 Description: Plaques en bardage Composant de la construction: 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich Partie à sonder: Plaques Liste selon annexe.13-9 du CSP : B	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé Résultat EP** Préconisation : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14	Identifiant: M005 Description: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Composant de la construction: 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie à sonder: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Liste selon annexe.13-9 du CSP : B	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Matériau non dégradé Résultat EP** Préconisation : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
Extérieur - Abris	Identifiant: M008 Description: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Composant de la construction: 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie à sonder: Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Liste selon annexe.13-9 du CSP : B	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Matériau non dégradé Résultat EP** Préconisation : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Rez de chaussée - Bureau 1; Rez de chaussée - Bureau 2	Identifiant: M001 échantillon: IT072101-5444 Description: Dalle de sol Composant de la construction: 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie à sonder: Dalle de sol Liste selon annexe.13-9 du CSP : B
Rez de chaussée - Bureau 3	Identifiant: M002 échantillon: IT072101-5445 Description: Dalle de sol Composant de la construction: 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie à sonder: Dalle de sol Liste selon annexe.13-9 du CSP : B
Rez de chaussée - Sas; Rez de chaussée - Dégagement 1	Identifiant: M004 échantillon: IT072101-5443 Description: Panneaux et plaques 1 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques Liste selon annexe.13-9 du CSP : A
Etage - Local 18; Etage - Local 19; Etage - Local 20; Etage - Local 22; Etage - Local 23	Identifiant: M006 échantillon: IT072101-5446 Description: Panneaux et plaques 2 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques Liste selon annexe.13-9 du CSP : A
Etage - Local 23	Identifiant: M007 échantillon: IT072101-5447 Description: Panneaux et plaques 3 Composant de la construction: 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds Partie à sonder: Panneaux et plaques Liste selon annexe.13-9 du CSP : A

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

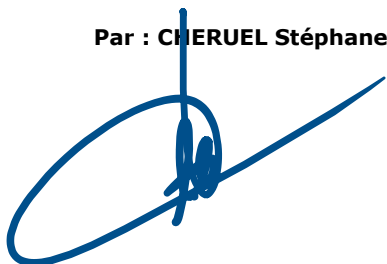
Localisation	Identifiant + Description	Justification
Néant	-	-

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert**
Centre Alphas - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE
(détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à **CESSON SEVIGNE**, le **13/01/2021**

Par : **CHERUEL Stéphane**



ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 21/0012/CHE

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Documents annexés au présent rapport**

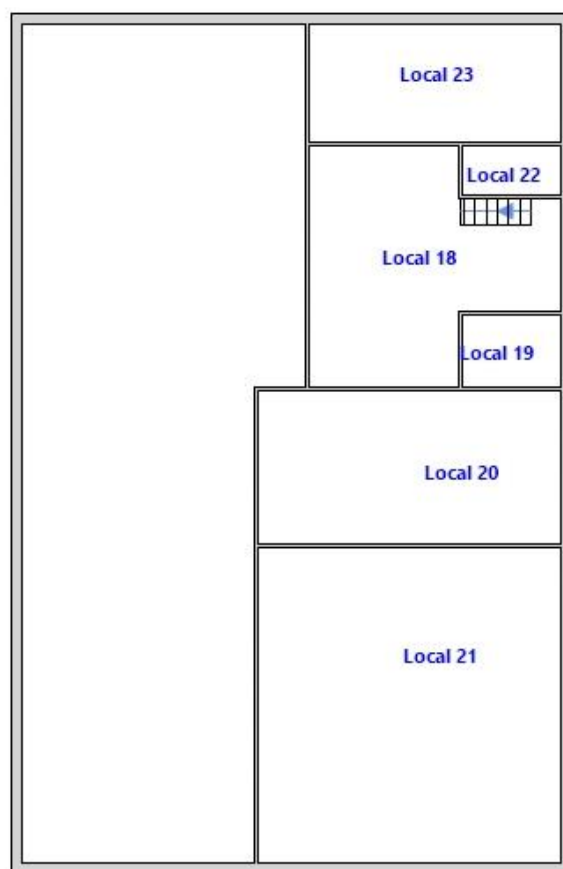
Le plan de l'immeuble est divisé en plusieurs zones et locaux. Les zones d'intervention sont indiquées par des flèches rouges et des encadrés rouges :

- M003** (Plaque en bardage, Score EP, Présence d'amiante) : Pointe vers la toiture de l'Entrepôt 1.
- M005** (Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »), Score EP, Présence d'amiante) : Pointe vers la toiture de l'Entrepôt 2.
- M008** (Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »), Score EP, Présence d'amiante) : Pointe vers la toiture de l'Entrepôt 3.

Les locaux et zones sont étiquetés :

- Non vu
- Sas
- Bureau 4
- Placard 1
- WC 2
- Sanitaires 1
- Douche 1
- WC 1
- Dégagement 1
- Local détente
- Bureau 3
- Bureau 2
- Local 1
- Bureau 1
- Local 2
- Entrepôt 1
- Local 17
- Local 16
- Local 15
- Local 14
- Local 13
- Local 3
- Entrepôt 2
- Local 4
- Local 5
- Local 6
- Local 7
- Local 8
- Local 9
- Local 10
- Local 11
- Local 12
- Sanitaires 2
- WC 6
- WC 4
- WC 3
- WC 10
- Sanitaires 3
- WC 9
- WC 8
- Abri













Dossier n° 21/0012/CHE du 06/01/2021
Adresse du bien : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE



1er Etage

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SPERTYS DIAGNOSTICS, auteur : CHERUEL
Stéphane
Dossier n° 21/0012/CHE du 06/01/2021
Adresse du bien : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE

Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : CCI Ile-et-Vilaine Adresse du bien : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

--	--

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
M001	Rez de chaussée - Bureau 1; Rez de chaussée - Bureau 2	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Dalle de sol
M002	Rez de chaussée - Bureau 3	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Dalle de sol
M004	Rez de chaussée - Sas; Rez de chaussée - Dégagement 1	4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds	Panneaux et plaques	Panneaux et plaques 1
M006	Etage - Local 18; Etage - Local 19; Etage - Local 20; Etage - Local 22; Etage - Local 23	4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds	Panneaux et plaques	Panneaux et plaques 2
M007	Etage - Local 23	4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds	Panneaux et plaques	Panneaux et plaques 3

Copie des rapports d'essais :



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole ►

RAPPORT D'ESSAI n° IT072101-5443 EN DATE DU 11/01/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

SPERTYS DIAGNOSTICS
M. Stéphane CHERUEL
5 square du Chêne Germain
35510 CESSON SEVIGNE

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0721-541
Echantillon ITGA : IT072101-5443
Reçu au laboratoire le : 07/01/2021

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	21/0012/CHE
Dossier client	
Echantillon	1 - Faux plafond - rdc degt
Description ITGA	Enduit blanc / Matériau fibreux beige

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
- (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
► Enduit blanc non séparable + matériau fibreux beige	META (1) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 18

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole

RAPPORT D'ESSAI n° IT072101-5444 EN DATE DU 11/01/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

SPERTYS DIAGNOSTICS
M. Stéphane CHERUEL
5 square du Chêne Germain
35510 CESSON SEVIGNE

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0721-541
Echantillon ITGA : IT072101-5444
Reçu au laboratoire le : 07/01/2021

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	21/0012/CHE
Dossier client	
Echantillon	2 - Dalles de sol - rdc bureau 1
Description ITGA	Dalle dure cassante grise

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
- (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
Dalle dure cassante grise	META (2) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	2

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 18

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole

RAPPORT D'ESSAI n° IT072101-5445 EN DATE DU 11/01/2021 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

SPERTYS DIAGNOSTICS
M. Stéphane CHERUEL
5 square du Chêne Germain
35510 CESSON SEVIGNE

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0721-541
Echantillon ITGA : IT072101-5445
Reçu au laboratoire le : 07/01/2021

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	21/0012/CHE
Dossier client	
Echantillon	3 - Dalles de sol - rdc bureau 3
Description ITGA	Revêtement cassant beige / Colle polymère jaune / Ragrée rose

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
- (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
Revêtement cassant beige	META (1) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	1
Colle polymère jaune non séparable + ragrée rose	META (1) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 18

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole ►

RAPPORT D'ESSAI n° IT072101-5446 EN DATE DU 11/01/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

SPERTYS DIAGNOSTICS
M. Stéphane CHERUEL
5 square du Chêne Germain
35510 CESSON SEVIGNE

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0721-541
Echantillon ITGA : IT072101-5446
Reçu au laboratoire le : 07/01/2021

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	21/0012/CHE
Dossier client	
Echantillon	4 - Faux plafond - etage local 18
Description ITGA	Matériau granuleux et brillant beige

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
- (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
► Matériau granuleux et brillant beige	META (1) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	3

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 18

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole

RAPPORT D'ESSAI n° IT072101-5447 EN DATE DU 11/01/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

SPERTYS DIAGNOSTICS
M. Stéphane CHERUEL
5 square du Chêne Germain
35510 CESSON SEVIGNE

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0721-541
Echantillon ITGA : IT072101-5447
Reçu au laboratoire le : 07/01/2021

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	21/0012/CHE
Dossier client	
Echantillon	5 - Faux plafond - etage local 23
Description ITGA	Enduit blanc / Matériau fibreux beige

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
- (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
Enduit blanc non séparable + matériau fibreux beige	META (1) le 11/01/2021	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 18

Page 1 / 1

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

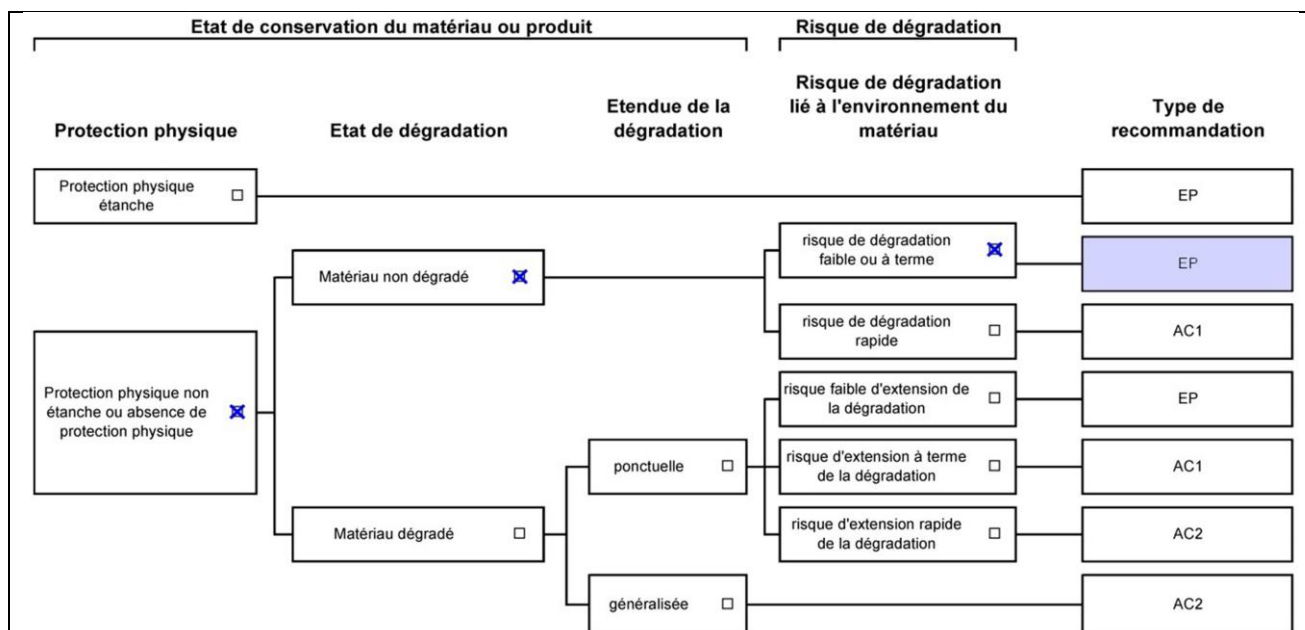
Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A
Aucune évaluation n'a été réalisée
Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Dossier n° 21/0012/CHE
Date de l'évaluation : 06/01/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2
Identifiant Matériau : M003
Matériau : Plaques en bardage
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
				AC2

Dossier n° 21/0012/CHE
Date de l'évaluation : 06/01/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14
Identifiant Matériau : M005
Matériau : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
				AC2

Dossier n° 21/0012/CHE
Date de l'évaluation : 06/01/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur - Abris
Identifiant Matériau : M008
Matériau : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
- Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
- En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Autres documents



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI0541

Version 009

Je soussigné, **Philippe TROYAUX**, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :**Monsieur CHERUEL Stéphane**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 25/09/2017 - Date d'expiration : 24/09/2022
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 25/09/2017 - Date d'expiration : 24/09/2022
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 25/09/2017 - Date d'expiration : 24/09/2022
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 16/11/2018 - Date d'expiration : 15/11/2023
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 31/10/2017 - Date d'expiration : 30/10/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 25/09/2017 - Date d'expiration : 24/09/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 08/10/2018.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement. Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

2

Résultat des évaluations périodiques

Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement
	M003	Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2	Score EP (Z-III-RF)	
	M005	Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14	Score EP (Z-III-RF)	
	M008	Extérieur - Abris	Score EP (Z-III-RF)	

Evaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

3

Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

4

Fiche récapitulative du Dossier technique amiante

Fiche récapitulative du dossier technique « amiante »

Référence du présent DTA : 21/0012/CHE
Norme méthodologique employée : AFNOR NFX 46-020 d'Août 2017
Date de création : 06/01/2021

Historique des dates de mise à jour

Révision	Date	Objet

Informations : cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.

Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1. – Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA**Désignation du ou des bâtiments**

Localisation du ou des bâtiments :

Département : .. **Ille-et-Vilaine**

Adresse : **20 rue Louis Lumière**

Commune : **35133 LA SELLE EN LUITRE**

Section cadastrale ZA, Parcelle numéro 101,141,154 et 155,

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Lot numéro : NC,

Périmètre de repérage : ..

Date de construction : **< 1997**

Fonction principale du bâtiment : **Commerce**

Désignation de la personne détenant le dossier technique « amiante »

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : **CCI Ille-et-Vilaine**

Adresse : **2 avenue de la préfecture
35042 RENNES CEDEX**

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom et prénom : **CCI Ille-et-Vilaine**

Adresse : **2 avenue de la préfecture
35042 RENNES CEDEX**

Modalités de consultation :

.....
.....

2. – Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
21/0012/CHE	13/01/2021	SPERTYS DIAGNOSTICS CHERUEL Stéphane	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Observations :

Néant

3. – Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	21/0012/CHE	Rez de chaussée - Sas, Rez de chaussée - Dégagement 1, Rez de chaussée - Local 1, Rez de chaussée - Bureau 1, Rez de chaussée - Bureau 2, Rez de chaussée - Bureau 3, Rez de chaussée - Local détente, Rez de chaussée - Sanitaires 1, Rez de chaussée - WC 1, Rez de chaussée - Douche 1, Rez de chaussée - Placard 1, Rez de chaussée - WC 2, Rez de chaussée - Bureau 4, Rez de chaussée - Entrepôt 1, Rez de chaussée - Local 2, Rez de chaussée - Local 3, Rez de chaussée - Entrepôt 2, Rez de chaussée - Local 4, Rez de chaussée - Local 5, Rez de chaussée - Local 6, Rez de chaussée - Local 7, Rez de chaussée - Local 8, Rez de chaussée - Local 9, Rez de chaussée - Local 10, Rez de chaussée - Local 11, Rez de chaussée - Sanitaires 2, Rez de chaussée - WC 3, Rez de chaussée - WC 4, Rez de chaussée - WC 5, Rez de chaussée - WC 6, Rez de chaussée - Sanitaires 3, Rez de chaussée - WC 7, Rez de chaussée - WC 8, Rez de chaussée - WC 9, Rez de chaussée - WC 10, Rez de chaussée - Local 12, Rez de chaussée - Local 13, Rez de chaussée - Local 14, Rez de chaussée - Local 15, Rez de chaussée - Local 16, Rez de chaussée - Local 17, Etage - Local 18, Etage - Local 19, Etage - Local 20, Etage - Local 21, Etage - Local 22, Etage - Local 23, Extérieur - Abris	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-	21/0012/CHE	Rez de chaussée - Sas, Rez de chaussée - Dégagement 1,	Néant

21 du code de la santé publique		Rez de chaussée - Local 1, Rez de chaussée - Bureau 1, Rez de chaussée - Bureau 2, Rez de chaussée - Bureau 3, Rez de chaussée - Local détente, Rez de chaussée - Sanitaires 1, Rez de chaussée - - WC 1, Rez de chaussée - Douche 1, Rez de chaussée - Placard 1, Rez de chaussée - WC 2, Rez de chaussée - Bureau 4, Rez de chaussée - Entrepôt 1, Rez de chaussée - Local 2, Rez de chaussée - Local 3, Rez de chaussée - Entrepôt 2, Rez de chaussée - - Local 4, Rez de chaussée - Local 5, Rez de chaussée - Local 6, Rez de chaussée - Local 7, Rez de chaussée - Local 8, Rez de chaussée - Local 9, Rez de chaussée - Local 10, Rez de chaussée - Local 11, Rez de chaussée - Sanitaires 2, Rez de chaussée - - WC 3, Rez de chaussée - WC 4, Rez de chaussée - WC 5, Rez de chaussée - WC 6, Rez de chaussée - Sanitaires 3, Rez de chaussée - WC 7, Rez de chaussée - WC 8, Rez de chaussée - WC 9, Rez de chaussée - WC 10, Rez de chaussée - Local 12, Rez de chaussée - Local 13, Rez de chaussée - Local 14, Rez de chaussée - Local 15, Rez de chaussée - Local 16, Rez de chaussée - Local 17, Etage - Local 18, Etage - Local 19, Etage - Local 20, Etage - Local 21, Etage - Local 22, Etage - Local 23, Extérieur - Abris	
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

4. – Identification des matériaux ou produits contenant de l'amiante

4.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)
Néant	-	-			

4.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES préconisées par l'opérateur
-------------------	------------------	---------------------	----------------------	----------------------	-------------------------------------

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES préconisées par l'opérateur
06/01/2021	DTA	Plaques en bardage	Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2	Score EP	il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Préconisation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL - OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
	DTA	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14	Score EP	il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Préconisation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL - OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES
	DTA	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	Extérieur - Abris	Score EP	il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Préconisation : Voir les MESURES D'ORDRE GENERAL - OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

5. – Les évaluations périodiques**5.1 Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

5.2 Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement
	M003	Rez de chaussée - Entrepôt 1; Rez de chaussée - Entrepôt 2	Score EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	M005	Rez de chaussée - Local 3; Rez de chaussée - Local 13; Rez de chaussée - Local 14	Score EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	M008	Extérieur - Abris	Score EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

5.3 Evaluation des matériaux et produits hors liste A, B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

6. – Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires**6.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

6.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

6.3 Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

7. – Croquis et Photos

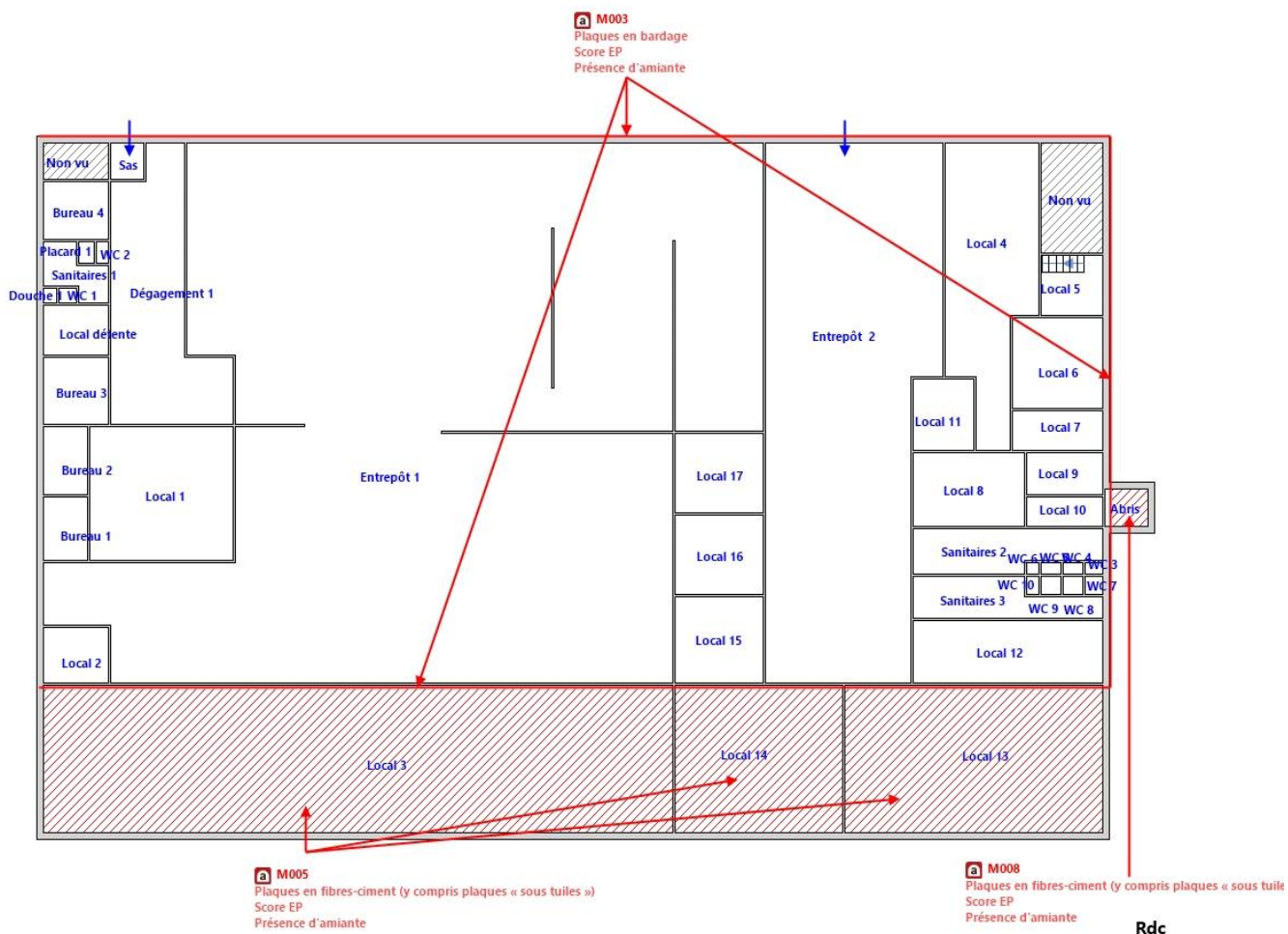
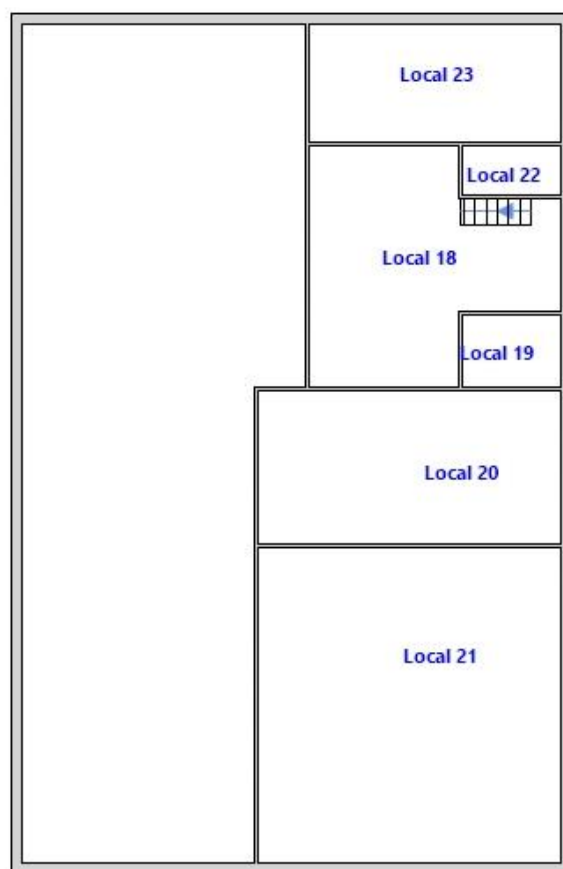














Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SPERTYS DIAGNOSTICS, auteur : CHERUEL Stéphane
Dossier n° 21/0012/CHE du 06/01/2021
Adresse du bien : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE



1er Etage

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SPERTYS DIAGNOSTICS, auteur : CHERUEL Stéphane
Dossier n° 21/0012/CHE du 06/01/2021
Adresse du bien : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE

Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage
	Brides		Colle de revêtement
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites

Nom du propriétaire :
CCI Ile-et-Vilaine
 Adresse du bien :
20 rue Louis Lumière
35133
LA SELLE EN LUITRE

Photos

8. - Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoissièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une

déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **21/0012/CHE** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 20 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE.

Je soussigné, **CHERUEL Stéphane**, technicien diagnostiqueur pour la société **SPERTYS DIAGNOSTICS** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

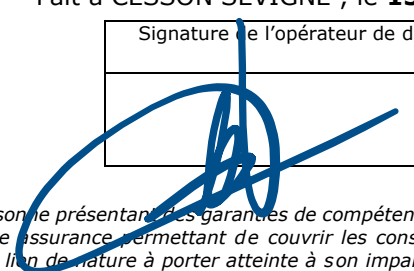
- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	CHERUEL Stéphane	ICERT	CPDI 0541	24/09/2022
DPE	CHERUEL Stéphane	ICERT	CPDI 0541	24/09/2022
Electricité	CHERUEL Stéphane	ICERT	CPDI 0541	15/11/2023
Gaz	CHERUEL Stéphane	ICERT	CPDI 0541	30/10/2022
Plomb	CHERUEL Stéphane	ICERT	CPDI 0541	24/09/2022

- Avoir souscrit à une assurance (AXA n° 10583822904 valable jusqu'au 01/01/2021) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à CESSON SEVIGNE , le **13/01/2021**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

M DUCHE DE BRICOURT PHILIPPE

16 RUE DU GAL DE GAULLE
22502 PAIMPOL CEDEX
TEL: 0296208879
FAX: 02 96 22 03 97



Assurance et Banque

SARL SPERTYS DIAGNOSTICS

5 SQUARE DU CHENE GERMAIN
35510 CESSON SEVIGNE

ATTESTATION D'ASSURANCE

RESPONSABILITE CIVILE

La société AXA FRANCE IARD atteste par la présente que l'assuré :

SARL SPERTYS DIAGNOSTICS

5 SQUARE DU CHENE GERMAIN
35510 CESSON SEVIGNE

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés aux tiers par contrat N° 10583822904 , souscrit auprès de notre société.

La présente attestation est délivrée pour faire valoir ce que de droit.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie et ne saurait en aucun cas engager l'assureur et son signataire en dehors des limites des clauses et conditions du contrat auquel ils se réfèrent.

Elle est valable pour la période allant de sa date de délivrance jusqu'à la prochaine échéance du contrat soit le 01/01/22 et sous réserve du paiement des primes correspondantes.

Fait à PAIMPOL le 4 janvier 2021,

Po, Pour l'assureur

Philippe de BRICOURT
Assurances
16, Av du Général de Gaulle 22500 PAIMPOL
Tel. 02 96 20 88 79 / Fax : 02 96 22 03 97
N° ORIAS : 12067 963 / www.orias.fr
RCS 753413954 SAINT BRIEUC

Conditions générales de prestations de service

Les présentes conditions générales de service s'appliquent aux différents diagnostics ci après désignés. Elles comportent une partie commune et des parties spécifiques à chaque type de diagnostic réalisé. Les présentes conditions générales sont systématiquement remises au client, en conséquence le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du client à ces conditions générales de prestations de service à l'exclusion de tout autre document tels que prospectus, catalogues etc... qui n'ont qu'une valeur indicative. Aucune condition particulière du client ne peut, sauf acceptation formelle et écrite de la société SPERTYS, prévaloir contre ces conditions générales.

Toute condition contraire opposée par le client sera donc inopposable à la société quel que soit le moment où elle pourra être portée à sa connaissance.

1) Partie commune à tous les diagnostics :

Le donneur d'ordre doit définir de manière exhaustive la liste des locaux concernés et le périmètre d'application du ou des diagnostics. Il s'engage à fournir tous les documents dont il a la connaissance qui soient susceptibles d'aider ou d'informer l'opérateur de diagnostic dans la réalisation de sa mission. (plan de construction ou croquis, travaux de rénovation, travaux de traitement et en particulier ceux permettant l'identification des produits et matériaux utilisés).

Toute information pouvant faciliter l'expertise notamment la date de permis de construire, l'année de construction, les contraintes d'accès et tous les moyens d'accéder à l'ensemble des locaux (clé, échelles, nacelles...) sont également à sa charge sauf mention contraire inscrite sur la lettre de mission. Le non respect d'une ou plusieurs de ces obligations par le donneur d'ordre déchargera le prestataire de toute responsabilité en cas de locaux non visités, ou de découverte de matériau amianté, termites, parasites, etc... dans des parties du bâtiment non connues du prestataire ou inaccessibles lors de la visite. Tout local noté comme non visité rendra le rapport de repérage lacunaire.

Le donneur d'ordre désigne un représentant auprès de l'opérateur de diagnostic. Ce représentant doit connaître parfaitement les lieux et les procédures à mettre en œuvre dans certains locaux. Il indique et facilite l'accès à certaines zones particulières tels que vides sanitaires, combles, etc... Les démontages éventuels sont du ressort du représentant du donneur d'ordre.

Le rapport du ou des diagnostics comporte une liste exhaustive des pièces visitées, si à la lecture du rapport, le client constate qu'une partie de l'immeuble bâti n'a manifestement pas été visitée, il peut dans un délai de 5 jours le faire savoir à la société SPERTYS. Si aucune réaction du client n'est constatée dans ce délai de 5 jours, cela vaut acceptation et garantie que la totalité des locaux a été visitée.

La signature de la lettre de mission vaut acceptation de la commande. A partir de ce moment, elle est ferme et définitive.

2) Exécution des prestations :

Le contenu minimal est défini par la loi, les règlements, les arrêtés et les directives correspondant. Ils sont complétés par l'application des normes applicables et reconnues dans la profession.

Il sera procédé à un examen des documents fournis par le donneur d'ordre puis à un examen visuel des locaux. Les résultats de ces examens seront consignés dans un rapport final. Le diagnostic ne portera que sur la partie visible et accessible des locaux, sauf clause particulière écrite dans la lettre de mission. Ce rapport sera rendu dans les 10 jours maximum suivant la fin de réalisation de la mission ou l'obtention des résultats des prélèvements éventuels.

3) Conditions d'exécution particulières à chaque diagnostic :

a) Surface Loi Carrez : réalisée selon la loi n°96-1107 du 18/12/96, le décret 97-532 du 23 mai 1997 et du décret 96/97 modifié. L'exactitude de la désignation des lots est sous la responsabilité du mandant qui doit communiquer à l'expert tout renseignement utile à sa mission en particulier toute modification de l'état descriptif de division qui pourrait avoir modifié la destination des lieux. Si le règlement de copropriété ne lui est pas soumis, la responsabilité de la société SPERTYS est dérogée quant à l'exactitude de la désignation, et de la constitution du lot de copropriété.

b) Amiante : Articles R1334-14 à R1334-29 et R1336-2 à R1336-5 du code de la santé publique, arrêté du 22 août 2002. En référence à la norme NFX 46-020 et répondant à l'article L1334-7 du code de la santé publique.

Repérage avant vente : constat effectué dans l'optique d'une vente dans la consistance du bien au jour du constat. Constat limité aux seuls matériaux et produits directement visibles et accessibles sans investigation destructive. Ne peut en aucun cas être utilisé comme un repérage préalable à la réalisation de travaux ou de démolition.

Repérage avant travaux : repérage complémentaire effectué en fonction des travaux envisagés par le Maître d'ouvrage. Les investigations peuvent être destructives.

Repérage avant démolition : repérage exhaustif en référence à l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

c) Constat de risque d'exposition au plomb : il est réalisé suivant les articles L1334-5 à L1334-8 du code de la santé publique. La recherche de canalisation de plomb ne fait pas partie du champ d'application de CREP. Il ne porte que sur les parties du bien affectées à l'habitation et dans les parties annexes destinées à un usage courant. Il est réalisé à l'aide d'un appareil à fluorescence X à source radioactive scellée. La présence d'un représentant du donneur d'ordre connaissant parfaitement les lieux, leur destination et leur historique est obligatoire.

d) Etat relatif à la présence de termites : Loi n°99-471 du 8 juin 1999. Décret 200-613 du 3 juillet 2000 en s'appuyant sur la norme NF P 03-201 sur les parties visibles et accessibles le jour du contrôle. Lors de la réalisation d'un état parasitaire sur un immeuble bâti isolé, la délimitation de la zone est limitée aux abords immédiats, c'est-à-dire dans les dix mètres autour du bâti existant dans le cadre d'un immeuble individuel et le terrain formant sols des bâtiments ou les parties privatives du lot dans le cadre de la copropriété. Dans le cadre des végétaux et/ou des arbres, l'inspection sera limitée à hauteur d'homme, sur les abords immédiats non bâtis de la construction afin de déceler une infestation potentielle. Le propriétaire déclare ne pas avoir eu à sa connaissance de dégâts des eaux ou autres sinistres.

Quelque soit l'ordre de mission, l'intervention n'a pas pour but de donner diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a buchage ou poinçonnage (enlèvement de matière afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). La lettre de mission ou contrat de mission a été complété par ou avec le client (destinataire et payeur du rapport) avant la réalisation de la mission avec exactitude et précision.

e) Diagnostic Gaz : il est réalisé suivant la loi 2003.08, l'arrêté du 6 avril 2007, l'arrêté du 2 août 1977 et la norme XP P 45.500. il concerne les parties privatives de locaux d'habitation et leurs dépendances. Le client autorise l'opérateur de diagnostic à prendre toutes les mesures nécessaires à assurer la sécurité des personnes et des biens. Le donneur d'ordre assure outre l'accessibilité des locaux, veille à ce que l'habitation soit alimentée en gaz, et que les appareils d'utilisation présents seront en service. La responsabilité du donneur d'ordre restera engagée en cas d'accident ou d'incident consécutif au diagnostic sur la partie non visitée. La responsabilité du diagnostiqueur sera limitée aux points effectivement vérifiés et ne préjuge pas de la conformité de l'installation. Le donneur d'ordre atteste voir bien constaté avec l'opérateur de diagnostic des anomalies constatées lors de la visite.

f) Diagnostic de Performance Energétique : il est réalisé pour l'application des dispositions prévues des articles R134-1 à R134-5 du code de la construction et de l'habitation, et suivant l'arrêté du 15/09/2006 et le décret 2006-1147 du 14 septembre 2006. Il n'a qu'une valeur informative et n'est donc pas opposable. Le donneur d'ordre s'engage à réaliser les démarches nécessaires à l'obtention des factures des trois dernières années auprès de l'organisme compétent (syndic de copropriété) lorsque ceci est nécessaire ou de prendre en charge les frais inhérents à cette démarche s'il l'a délégué à l'opérateur de diagnostic.

g) Diagnostic Electricité : définit par les articles R134-10 à R134-13 du CCH. Il est réalisé suivant l'arrêté du 08/07/2008 faisant suite au décret n°2008-384 du 22/04/2008 et la norme XPC 16600. Les différents contrôles ne peuvent porter que sur les parties visibles ou accessibles de l'installation électrique privative. Il n'y a ni démontage (hormis capot tableau), ni déplacement de meubles. **Attention** : les contrôles nécessitent de couper le courant (test des différentiels...). Le donneur d'ordre devra veiller à couper ses appareils craignant une coupure subite (stockage de données informatiques...) lors du passage du technicien. Il ne pourra en aucun cas être reproché au technicien d'avoir coupé le courant si une demande expresse du donneur d'ordre ne lui a pas été formulée.

4) Prix-Paiement : à compter de la réception de la commande, celle-ci est considérée comme définitive. En conséquence, son montant devra être réglé en intégralité y compris les frais de laboratoires éventuels et qu'elle que soit l'issue de la vente ou le devenir du bien... Les frais de déplacement sont pris en compte dans les frais d'intervention et ne donnent pas lieu à facturation. Tout rendez-vous non honoré sera facturé au donneur d'ordre pour une somme forfaitaire de 35 euros TTC.

5) Responsabilité : le prestataire mettra tout en œuvre pour réaliser sa mission conformément aux règles en usage dans sa profession. Dès lors, la responsabilité du prestataire ne pourra être engagée qu'en prouvant son comportement fautif. La responsabilité de la société SPERTYS ne pourra être engagée en cas d'usage du rapport à des fins non conformes à sa destination, en cas d'inexécution par le client de ses obligations et notamment en cas de défaut d'informations et/ou d'inaccessibilité des locaux, en cas de force majeure, en cas de dommages résultant d'un tiers et en cas de défaut de fourniture des moyens nécessaires à la réalisation et à l'accessibilité des locaux pour la bonne réalisation des prestations. De manière générale, SPERTYS ne pourra être tenu responsable de tout dommage résultant d'une erreur liée à l'état de la technique le jour de sa mission. En tout état de cause, si la responsabilité de la société SPERTYS venait à être engagée, elle ne pourra pas excéder le montant couvert par sa police d'assurance.

6) Prestations non listées dans les présentes : elles feront l'objet de conditions particulières définies et devront avoir été acceptées par le donneur d'ordre.